IFP FIP

Document de réflexion du FIP,
Juillet 2017
Forum International des
plateformes nationales d'ONG (FIP)

LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UNE MISE EN ŒUVRE RÉUSSIE DE L'AGENDA 2030

- Synthèse
- Introduction
- Agenda 2030, partenariats & développement des capacités de la société civile
- Développement des capacités versus renforcement des capacités de la société civile
- Le développement des capacités de la société civile dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030
- Initiatives actuelles pour le développement des capacités, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030
- Identification des besoins de développement des capacités de la société civile
- L'investissement lié au développement des capacités de la société civile pour l'Agenda 2030
- Soutien global pour le développement des capacités des OSC pour faire face au rétrécissement de l'espace de la société civile
- Recommandations

SYNTHÈSE

- **L'expérience des membres du FIP dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable a convaincu notre réseau international qu'il est urgent que la communauté politique prépare et mette à disposition les ressources appropriées pour une approche coordonnée du développement des capacités de la société civile au niveau mondial.**

- **Selon nous, il est indispensable d'identifier systématiquement et objectivement les besoins du développement des capacités de la société civile à l'échelle mondiale. Ce processus d'évaluation devrait prendre en compte non seulement les capacités des OSC en interne, mais aussi leur aptitude à adhérer à des partenariats externes impliquant différents secteurs, et d'avoir une influence positive sur leur environnement.**

"il est urgent que la communauté politique prépare et mette à disposition les ressources appropriées pour une approche coordonnée du développement des capacités de la société civile au niveau mondial dans le cadre de l'agenda 2030."

- **La société civile devrait être un acteur majeur dans l'identification de ses propres besoins pour développer ses capacités. Elle devrait également jouer un rôle important dans l'établissement et le fonctionnement d'un système de coordination international et multi-niveaux du développement des capacités. Les plateformes et les réseaux mondiaux, régionaux et nationaux de la société civile devraient jouer un rôle important de coordination à leur niveau respectif.**

- **Compte tenu du rétrécissement de l'espace pour la société civile, tendance croissante au niveau mondial, le FIP croit fermement qu'il est temps de saisir les opportunités offertes par la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour renforcer la société civile dans son intégralité, afin de lui permettre de répondre de manière globale aux défis rencontrés.**

- **En se basant sur le travail réalisé par nos membres au niveau régional et national dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en complément des données d'une recherche préliminaire menées avec certains de nos membres, le FIP fait appel aux Nations Unies, à ses États membres et aux autres donateurs pour:**

(i) Prévoir et développer une approche coordonnée et globale pour le développement des capacités de la société civile et d'autres parties prenantes, liée au suivi et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et **impliquer la société civile lors de sa conception.**

(ii) Soutenir les réseaux internationaux tels que le FIP, ainsi que les réseaux nationaux et régionaux dans **l'identification des besoins et l'appui pour le développement des capacités liés à l'Agenda 2030** de leurs organisations membres.

(iii) Créer un Fonds Mondial pour promouvoir le développement des capacités des différentes parties prenantes impliquées dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en se focalisant plus particulièrement sur la société civile. Garantir que le Fonds Mondial sera distribué de façon à respecter l'universalité de l'agenda et la diversité des besoins de la société civile en fonction des différentes régions, et qu'il sera accessible aussi bien aux OSC plus petites ou disposant de moins de ressources qu'aux plus grandes.

(iv) Allouer des fonds spécifiques pour une Bibliothèque virtuelle globale libre d'accès qui propose des outils, fournit des informations, des pratiques exemplaires et autres enseignements pour encourager le renforcement et le développement des capacités des OSC (outils et ressources disponibles dans plusieurs langues). Cette bibliothèque se basera sur ce qui a déjà été créé et exploitera toute innovation existante au lieu d'essayer de les réinventer.

(v) Appuyer le développement d'indicateurs globaux, régionaux et nationaux, en consultation avec la société civile, afin de mesurer le degré de développement des capacités de la société civile atteint à chacun de ces niveaux. **Développer un indicateur lié à l'Objectif 17** (Moyens de mise en œuvre) qui mesure les ressources financières annuelles consacrées au développement des capacités de la société civile, ainsi que leur durabilité dans le temps.

(vi) Envisager des modifications au niveau des programmes et des instruments financiers afin de soutenir plus facilement des activités de suivi et de mise en œuvre réalisées par les OSC. Ceux-ci devraient prévoir **la création de plusieurs volets de financement, une simplification des processus d'octroi de subventions et de contrôle, une attention davantage portée sur le soutien structurel continu des OSC,** plutôt que sur des projets limités dans le temps, et des fonds suffisants pour couvrir les frais généraux.

(vii) Créer des espaces pour une participation accrue des OSC lors de forums officiels régionaux et internationaux, et en tirer profit pour promouvoir l'échange d'idées, d'outils et de ressources en lien avec le développement des capacités entre OSC et avec d'autres parties prenantes engagées dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

INTRODUCTION

Société Civile et Agenda 2030

La société civile a été un acteur majeur dans le développement de l'Agenda 2030. Elle a de façon stratégique, apporté sa contribution grâce à son expertise et à sa connaissance du terrain, et s'est engagée avec les décideurs à différents niveaux, dans chaque phase du processus politique.

En tant que réseau mondial de plateformes nationales d'ONG et de coalitions régionales ayant contribué à la création du nouvel agenda, le FIP considère que les ambitions de l'Agenda 2030 auraient dû être plus élevées. Nous admettons cependant que cet agenda a commencé positivement dans la mesure où il a abordé les causes fondamentales de l'inégalité, de la pauvreté, du changement climatique, de la dégradation de l'environnement, de la discrimination humaine, et de l'exclusion sociale. Le succès a été plus notable cette fois grâce aux caractéristiques du processus de développement de l'Agenda 2030, beaucoup plus inclusif et participatif que le processus antérieur qui a définit les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La société civile doit être un acteur majeur dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030

La société civile doit dorénavant avoir un rôle central dans le suivi et la mise en œuvre de cet agenda universel ambitieux, non seulement au niveau du plaidoyer, mais aussi dans la proposition et la mise en place de solution pratiques. Bien que les compétences et le potentiel de la société civile varient considérablement en fonction des pays, elle est un élément clé dans les efforts réalisés pour le développement au niveau local, national et international. C'est pourquoi les organisations de la société civile doivent être, à l'échelle mondiale, activement engagées en tant que partenaires à part entière des gouvernements, des donateurs, du secteur privé, et des autres parties prenantes dans le suivi et la mise en œuvre des programmes et des politiques de l'Agenda 2030.

Le rôle de la société civile doit aller a delà de l'informel

Les OSC doivent se voir attribuer des rôles formels, garantissant leur contribution dans : (i) les processus formels de consultation dans les plans et mesures de mise en œuvre prises par le gouvernement, (ii) les mécanismes formels de représentation qui supervisent les efforts de mise en œuvre, et (iii) les canaux formels de participation aux processus de redevabilité, ainsi que dans la définition de nouvelles politiques publiques.

"Selon le FIP, ce développement des capacités sera indispensable pour donner plus de pouvoir au secteur et que celui-ci devienne un acteur clé dans le suivi continu et la mise en œuvre fructueuse de cet agenda universel"

La société civile doit être renforcée et soutenue pour devenir un acteur clé

Étant donné que les plateformes nationales d'ONG du FIP et les coalitions régionales se sont davantage engagées dans l'Agenda 2030, il est urgent que la communauté internationale envisage une approche structurée et coordonnée de la définition et du développement des capacités de la société civile, d'abord au niveau national puis international, et prenne les mesures adéquates afin d'allouer des ressources durables et stables.

Selon le FIP, ce développement des capacités sera indispensable pour donner plus de pouvoir au secteur et que celui-ci devienne un acteur clé dans le suivi continu et la mise en œuvre fructueuse de cet agenda universel. Les organisations de la société civile sont extrêmement variées au niveau international, c'est pourquoi toute initiative destinée à accroître leur efficacité dans le cadre de l'Agenda 2030 doit être basée sur leur diversité. Un large éventail d'acteurs doit être habilité à participer à différents niveaux, et doit avoir accès aux diverses initiatives destinées à améliorer le développement des capacités.

AGENDA 2030, PARTENARIATS & DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'Objectif 17 de l'Agenda 2030 aborde le sujet de développement des capacités de la société civile dans un contexte du « Partenariat Mondial pour le Développement Durable », associé à des partenariats multipartites.

L'ODD#17 appelle à un « partenariat mondial amélioré et plus dynamique regroupant les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les Nations Unies et autres acteurs, et qui mobilise toutes les ressources disponibles » [1] pour une mise en œuvre fructueuse des ODD. Cela concerne les points suivants :
17.9: Fournir un soutien international accru en vue de **mettre en place un renforcement des capacités efficace et ciblé dans les pays développés,** pour soutenir les plans élaborés à l'échelle nationale pour atteindre les objectifs fixés en termes de développement durable, notamment dans les coopérations nord-sud, sud-sud et dans la coopération triangulaire;
17.16: Accroître le Partenariat Mondial pour le Développement Durable, associé à des partenariats

[1] « Transforming our world : the 2030 Agenda for Sustainable Development », rapport final adopté à l'Assemblée Générale des Nations Unies du 25 septembre 2015.

multipartites qui **mobilisent et partagent leurs connaissances, leur expertise, ainsi que leurs ressources technologiques et financières;**
17.7: Encourager et promouvoir les partenariats des secteurs public, public privé et impliquant la société civile, et **enrichir l'expérience et les stratégies de mobilisation de ressources des partenariats.**

Il est d'ailleurs clair que l'Agenda lui-même reconnaît que **la mise en œuvre efficace de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable dépendra des partenariats hautement collaboratifs entre les gouvernements et un éventail d'autres acteurs agissant à différents niveaux.** Qui plus est, ces acteurs incluent la société civile, et cette inclusion devra se faire dans toutes les phases du programme, qu'il s'agisse de planification, de consultations, de mise en œuvre, de suivi ou d'analyse des résultats.

Ces partenariats nécessiteront une communication des informations effectives et un développement collaboratif des nouvelles approches destinées à faire progresser l'Agenda 2030. **La création de partenariats multipartites demandera un investissement de temps et d'argent à long-terme pour que ceux-ci soient performants.** On ne peut pas supposer que la plupart de ces compétences et aptitudes requises pour le fonctionnement efficace des partenariats multipartites mentionnés précédemment existent déjà dans différents secteurs. Ce n'est sans doute pas le cas pour de nombreuses organisations de la société civile à l'échelle mondiale, qui, malgré leur rôle crucial, manquent de ressources et bénéficient d'un soutien infime dans bon nombre de contextes.

Il est tout d'abord indispensable **d'identifier systématiquement et objectivement les besoins requis pour le développement des capacités de la société civile à l'échelle mondiale,** liés à ses compétences internes et à son habilité à coopérer avec des partenariats externes multisectoriels, et lui permet d'avoir une certaine influence sur son environnement.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS VERSUS RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En prenant en compte les capacités requises par la société civile internationale pour pouvoir suivre et mettre en œuvre l'Agenda 2030, il est important de différencier le besoin de développement du besoin de renforcement des capacités. Les deux approches sont similaires, bien que le renforcement des capacités se réfère aux processus d'apprentissage développés de zéro, supposant l'absence de toute habilité antérieure au début du processus d'apprentissage (par exemple la création d'une nouvelle compétence). En revanche, le développement des capacités se caractérise par l'existence reconnue d'atouts et de capacités. Il implique d'ailleurs des processus, destinés au développement de ces compétences déjà mises en pratique au sein des différentes structures, qui ont pour but de les souligner et de les conserver. De ce point de vue, **le concept du développement des capacités, adopté et promu par le FIP, devrait être perçu comme une initiative à long terme, enraciné dans des processus de changements plus conséquents appropriés et menés par les parties prenantes impliquées.** Cela suppose donc à la fois l'acquisition de compétences techniques et de connaissances, un changement en termes de valeurs et de mentalités, et l'élaboration collective de processus d'apprentissage et de processus de changements requis.

LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030

Il est évident que les organisations de la société civile ont besoin d'améliorer leurs capacités à l'échelle mondiale si leur but est d'évaluer et d'être en mesure de répondre aux défis supposés par la mise en œuvre d'un agenda universel et intégré, tel que l'Agenda 2030 pour le développement durable. **Les OSC auront sans doute besoin d'un développement des capacités se rattachant aux activités auxquelles elles n'auront encore pas participé,** tels que la responsabilité citoyenne, le recueil et l'analyse de données en rapport avec le suivi de l'Agenda 2030, ou encore l'engagement avec le secteur privé dans le cadre de partenariats multipartites.

Elles auront également pour objectif de perfectionner leurs stratégies partenariales et de plaidoyer, et de développer leur capacité à innover, afin d'assurer une mise en œuvre globale et efficace de l'agenda. Le développement des capacités sera un élément critique pour pouvoir promouvoir des programmes plus ambitieux de l'Agenda 2030.

Les OSC auront aussi sûrement besoin de se concentrer davantage sur le développement national de compétences pratiques et sur l'analyse de politiques et de processus concrets, plutôt que sur la théorie académique. Les initiatives pour le développement des capacités se devront de tenir compte des capacités déjà existantes, d'identifier les connaissances au niveau local et de les mobiliser dès le départ. Les OSC auront non seulement besoin de formations professionnelles, mais aussi d'une élaboration de systèmes permettant de faire face aux défis imposés par le travail en collaboration avec plusieurs parties prenantes et par la gestion des problèmes en matière de redevabilité, de transparence et d'efficacité. Un leadership ainsi qu'un

apprentissage accrus seront indispensables aux OSC pour que celles-ci deviennent plus performantes dans leurs activités de planification, de suivi et d'évaluation. Nous retrouverons, parmi les facteurs de succès des programmes pour le développement des capacités destinés à la société civile, un meilleur accès à l'information, des supports de formation ainsi que la présence d'experts compétents. Les plateformes en ligne proposant des contenus éducatifs gratuits et des outils de formation, par exemple, font partie des instruments qui faciliteront la mise en pratique de ces processus.

Finalement, en se basant sur une évaluation continue des besoins de ses organisations membres, le FIP considère que le développement des capacités de la société civile à travers le monde, en lien étroit avec le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030, devra aborder les trois dimensions suivantes:
(i) Capacité humaine: éducation et formation des individus, associées au leadership stratégique et à d'autres compétences;
(ii) Capacité organisationnelle et développement des politiques, des procédures, des programmes et des structures organisationnelles pour garantir efficacité et efficience ;
(iii) Soutien institutionnel et sectoriel: développement des compétences de la société civile et de ses capacités à coopérer avec d'autres parties prenantes, et création d'un contexte légal et institutionnel adapté aux besoins des organisations.

INITIATIVES ACTUELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030

L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (United Nations Institute for Training and Research, www.unitar.org) a mis en place un nouvel outil dénommé « Capacité pour l'Initiative Agenda 2030 », visant à aider les gouvernements nationaux et autres parties prenantes à établir leur habilité pour intégrer, mettre en œuvre et analyser l'Agenda 2030. Toutefois, la transparence est jusqu'ici très faible, et il est difficile de déterminer quelle quantité de ces activités sera profitable aux organisations de la société civile. L'ONU a également lancé le Knowledge Centre for Sustainable Development (Plateforme de Connaissances sur le Développement Durable) à Bonn, principalement créée dans le but de répondre aux besoins de gestion des connaissances, de la formation et l'apprentissage des équipes des Nations Unies et de ses partenaires dans le contexte des ODD.

Certains bailleurs bilatéraux et certains acteurs régionaux tels que la Commission Européenne ont également apporté leur soutien à des projets de renforcement des capacités de la société civile pour l'Agenda 2030. On compte actuellement de nombreux programmes de développement des capacités, gérés par les OING, ainsi que de nombreux réseaux internationaux ou régionaux, d'instituts de renforcement des capacités et d'autres acteurs. **Selon le FIP, le rôle joué par les plateformes nationales des ONG de développement et par les coalitions régionales auxquelles elles sont associées sera central,** à la fois dans la mise en œuvre et l'analyse de l'Agenda 2030, rassemblant les connaissances d'initiatives existantes, dans le but de les rendre disponibles aux ONG individuelles, de faciliter la coordination globale et le développement des capacités de celles-ci.

Le FIP pense en effet qu'un système de coordination globale et multi-niveaux est indispensable afin de fournir un soutien et des ressources adéquates au développement des capacités de la société civile, lié à l'Agenda 2030. L'objectif d'un tel système de coordination serait en outre d'accroître l'efficacité des OSC dans les différentes zones du monde pour suivre et mettre en œuvre l'Agenda 2030. Dans le cadre de la mise en place de ce système global de coordination, la société civile, conjointement aux plateformes et aux réseaux mondiaux, régionaux et nationaux de la société civile, se verrait aussi affectée un rôle essentiel de coordinateur à son propre niveau.

IDENTIFICATION DES BESOINS DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les besoins de développement des capacités des organisations de la société civile devraient être objectivement déterminés par le secteur lui-même, en mettant l'accent sur les exigences de suivi et de mise en œuvre du nouvel agenda mondial. Avec cet objectif en tête, le FIP et Dochas, la plateforme irlandaise de développement des ONG, ont récemment développé et établi ensemble une enquête pilote concernant les besoins de développement des capacités de leurs membres et des organisations partenaires. Cette enquête pilote a été réalisée entre mai et juin 2017. 37 OSC et réseaux d'OSC des secteurs du développement international, de la justice sociale, des droits de l'homme et de l'environnement y ont participé. Parmi les organismes interrogés figuraient des ONG irlandaises, britanniques, népalaises, finlandaises, lettonnes, maltaises et indonésiennes.

L'enquête avait pour but d'établir la façon dont les organisations participantes percevaient leurs besoins de développement de capacités liés aux domaines suivants:
(i) Connaissance et prise de conscience de l'Agenda 2030

(ii) Capacité à s'engager dans le plaidoyer efficace de l'Agenda 2030 **(iii)** Capacité à participer à la planification et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 **(iv)** Capacité à s'engager avec des acteurs extérieurs pour l'Agenda 2030, gouvernementaux ou autres parties prenantes clé **(v)** Capacité à sensibiliser le public à l'égard de l'Agenda 2030 **(vi)** Capacité à effectuer un suivi et un contrôle de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 **(vii)** Capacité à être un modèle fiable de développement durable **(viii)** Capacité à rejoindre de manière efficace plusieurs partenariats, en vue de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Nous avons également demandé aux participants de lister leurs trois principaux besoins en termes de développement des capacités pour le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

L'enquête a révélé que :

- 89 % des organisations interrogées étaient intéressées de s'engager dans un processus de développement des capacités visant à **accroître les connaissances et la prise de conscience de leurs employés** dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

- 76 % des organisations interrogées étaient intéressées de s'engager dans un processus de **développement des capacités visant à développer leurs propres stratégies de mise en œuvre de l'Agenda 2030.**

- 83 % des participants étaient intéressés par un développement des capacités destiné à **renforcer leurs aptitudes de collaboration politique avec des acteurs étatiques** (gouvernements, parlements, autorités locales) et avec d'autres parties prenantes (secteur privé, milieu académique) pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

- 77 % des participants étaient intéressés par un développement des capacités lié à la **sensibilisation du public, aux campagnes et aux réseaux sociaux,** dans le but d'informer le public de l'Agenda 2030 dans un contexte local mais aussi national.

- 79 % des organisations interrogées seraient favorables à un développement des capacités dans les domaines de la **collecte et l'analyse de données,** de l'interprétation et de la présentation des activités de suivi et de contrôle de l'Agenda 2030.

- 83 % des organisations étaient intéressées par un développement des capacités visant à **adapter leur propre comportement organisationnel** et leurs propres pratiques, afin de devenir des exemples à suivre en matière de développement durable.

- 80 % des organisations interrogées étaient intéressées pour s'engager dans un processus de **développement des capacités visant à identifier, développer et maintenir des partenariats** dans le cadre de futurs partenariats multipartites pour l'Agenda 2030.

Bien que l'échantillon d'OSC participant à cette enquête soit limité, le FIP poursuivra ses efforts pour soutenir davantage ses membres nationaux et régionaux et pour les aider à identifier leurs besoins de développement des capacités en vue de l'Agenda 2030. Notre réseau mondial travaillera en collaboration avec d'autres réseaux d'OSC et d'autres secteurs afin de faire progresser cette enquête. Nos conclusions seront présentées aux Nations Unies, aux gouvernements ainsi qu'aux autres grands donateurs. Nous revendiquerons par la suite **l'adoption d'une approche coordonnée et structurée de développement des capacités de la société civile, bénéficiant des ressources appropriées,** pour le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

L'INVESTISSEMENT LIÉ AU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'AGENDA 2030

L'investissement dans le développement des capacités de la société civile a été un défi de taille pour de nombreux pays. Il s'agit d'un problème qui se doit d'être communiqué à l'ONU, aux gouvernements, et à d'autres parties prenantes clé de l'Agenda 2030 si nous voulons atteindre les objectifs et les cibles fixés. **Pourtant, jusqu'à présent, de nombreux instruments et programmes de financement ont principalement une approche projet,** en visant des résultats concrets et des activités liées aux différents objectifs plutôt que se concentrer sur le développement des capacités. Tandis que ce genre de financement sera requis pour atteindre les objectifs fixés pour l'Agenda 2030, **des ressources suffisantes devront également être consacrées au soutien structurel des OSC,** notamment pour les ressources humaines, la formation, l'embauche de consultants, les frais généraux et d'autres besoins. Ce type de ressources permettrait d'aligner davantage les capacités des OSC avec les ambitions et les exigences de réalisation de l'Agenda 2030. **Une attention particulière devra être portée aux pays qui ont connu, pendant de nombreuses années, un investissement considérablement moindre pour la société civile,** ainsi que ceux dans lesquels la société civile est faible et dispose de peu de ressources.

SOUTIEN GLOBAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS DES OSC POUR FAIRE FACE AU RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

De nombreuses tendances politiques préoccupantes font leur apparition à l'échelle mondiale, notamment le retour du discours nationaliste et l'intensification des restrictions des libertés fondamentales, générant ainsi des contextes de plus en plus hostiles pour la société civile, aussi bien au niveau local qu'international. Le FIP croit fermement qu'il est temps de saisir les opportunités offertes par la mise en œuvre de l'Agenda 2030, ayant pour but de renforcer la société civile dans son intégralité, et de lui permettre de répondre de manière globale aux défis rencontrés. **Une attribution de ressources appropriées pour le développement des capacités des OSC mondiales sera un élément potentiellement primordial dans le renforcement global et hautement nécessaire du secteur.** Il est essentiel que la société civile mette en place une solide stratégie de plaidoyer pour présenter son approche à l'ONU, aux gouvernements progressistes et aux autres acteurs influents. L'objectif du FIP est de jouer un rôle décisif dans les efforts globaux de plaidoyer visant à garantir que tous les acteurs mondiaux s'engagent, dans le cadre de l'Agenda 2030, à établir un système de coordination global de développement des capacités de la société civile et de la mise à disposition continue de ressources appropriées de ce nouveau système.

RECOMMANDATIONS:

(i) **Prévoir et développer une approche coordonnée et globale pour le développement des capacités de la société civile et d'autres parties prenantes, liée au suivi et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et impliquer la société civile lors de sa conception.**

(ii) **Soutenir les réseaux internationaux tels que le FIP, ainsi que les réseaux nationaux et régionaux dans l'identification des besoins et l'appui pour le développement des capacités liés à l'Agenda 2030 de leurs organisations membres.**

(iii) **Créer un Fonds Mondial pour promouvoir le développement des capacités des différentes parties prenantes impliquées dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en se focalisant plus particulièrement sur la société civile. Garantir que le Fonds Mondial sera distribué de façon à respecter l'universalité de l'agenda et la diversité des besoins de la société civile en fonction des différentes régions, et qu'il sera accessible aussi bien aux OSC plus petites ou disposant de moins de ressources qu'aux plus grandes.**

(iv) **Allouer des fonds spécifiques pour une Bibliothèque virtuelle globale libre d'accès qui propose des outils, fournit des informations, des pratiques exemplaires et autres enseignements pour encourager le renforcement et le développement des capacités des OSC (outils et ressources disponibles dans plusieurs langues). Cette bibliothèque se basera sur ce qui a déjà été créé et exploitera toute innovation existante au lieu d'essayer de les réinventer.**

(v) **Appuyer le développement d'indicateurs globaux, régionaux et nationaux, en consultation avec la société civile, afin de mesurer le degré de développement des capacités de la société civile atteint à chacun de ces niveaux. Développer un indicateur lié à l'Objectif 17 (Moyens de mise en œuvre) qui mesure les ressources financières annuelles consacrées au développement des capacités de la société civile, ainsi que leur durabilité dans le temps.**

(vi) **Envisager des modifications au niveau des programmes et des instruments financiers afin de soutenir plus facilement des activités de suivi et de mise en œuvre réalisées par les OSC. Ceux-ci devraient prévoir la création de plusieurs volets de financement, une simplification des processus d'octroi de subventions et de contrôle, une attention davantage portée sur le soutien structurel continu des OSC, plutôt que sur des projets limités dans le temps, et des fonds suffisants pour couvrir les frais généraux.**

(vii) **Créer des espaces pour une participation accrue des OSC lors de forums officiels régionaux et internationaux, et en tirer profit pour promouvoir l'échange d'idées, d'outils et de ressources en lien avec le développement des capacités entre OSC et avec d'autres parties prenantes engagées dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030.**

Document de réflexion du FIP, Juillet 2017
Forum International des plateformes nationales d'ONG (FIP)

Le Forum International des plateformes d'ONG nationales (FIP) est un réseau national dirigé par ses membres - 64 plateformes nationales d'ONG et 6 coalitions régionales provenant de tous les continents et représentant plus de 22 000 ONG qui elles-mêmes agissent au niveau local et international pour le développement, les droits de l'homme et l'environnement.

Ce document est basé sur les analyses politiques réalisées par les membres du FIP à l'échelle nationale et régionale.

www.ifp-fip.org
contact@ifp-fip.org
@IFP_FIP

Avec le soutien de l'Union Européenne